

# Comment les lobbyistes pro-israéliens ont investi l'héritage de Mandela

Al Jazeera 24/07/20



Petit-fils de Nelson Mandela : "Les tentatives des défenseurs d'Israël de présenter mon grand-père comme un pacifiste libéral sont une distorsion de son héritage."

« Où est le Mandela palestinien ? » est une question que j'ai souvent entendue de la part des défenseurs d'Israël. Ce qu'ils demandent vraiment, c'est : Où est l'équivalent palestinien de Nelson Mandela – un homme qui, selon eux, n'offrait que des branches d'olivier et le dialogue ? Où est la version palestinienne de Mandela, qui – dans leur imagination – adorait tellement son oppresseur qu'il était prêt à pardonner et à se réconcilier avec eux sans condition ?

Les lobbyistes d'Israël – tant en Afrique du Sud que dans le monde entier – ont ressuscité mon grand-père en tant que pacifiste libéral qui a fait la paix avec ses ennemis avec bienveillance. Réduire la vie de Rolihlahla (le deuxième prénom de Nelson Mandela, qui signifie « le déracineur ») à celle d'un pacifiste et d'un réconciliateur est une déformation délibérée de son héritage.

Le président Mandela a été à la hauteur de son deuxième prénom. Il était un révolutionnaire, un intellectuel et un combattant de la liberté. Sa vie a été consacrée à la résistance à l'oppression et au rétablissement de la dignité. La forme de résistance qu'il préconisait était déterminée par l'opresseur. « Il est inutile et futile pour nous de continuer à parler de paix et de non-violence contre un gouvernement dont la réponse n'est que des attaques sauvages », avertissait Mandela en mai 1961, sept mois avant qu'il ne devienne le premier commandant de la nouvelle branche armée du Congrès national africain (ANC) appelée « uMkhonto we Sizwe » (Lance de la nation).

Pourtant, lorsque les partisans d'Israël parlent de Nelson Mandela, ils se concentrent exclusivement sur son message de dialogue et de réconciliation. En conséquence, l'histoire de Madiba, comme on l'appelait et de la transition de l'Afrique du Sud vers la démocratie a été réduite à un conte de fées de pardon, plutôt qu'à une longue et dure chronique – souvent empreinte de colère – de justice et de liberté. Le dialogue, le pardon et la réconciliation doivent être replacés dans leur contexte

et à leur place dans l'histoire de Mandela et de l'Afrique du Sud.

La cause de Mandela n'était pas la paix et la réconciliation, mais la justice et la libération. La réconciliation et le pardon n'ont eu lieu qu'après la libération. Avant cela, Madiba considérait toute forme de « réconciliation » avec l'opresseur comme une soumission et une arme de cooptation pour étouffer le mouvement de libération.

Les alliés de l'Afrique du Sud dans le mouvement mondial anti-apartheid ne nous ont jamais non plus demandé de faire la paix avec nos oppresseurs avant notre libération. Demander aux Sud-Africains d'engager un dialogue avec le gouvernement d'apartheid dans le contexte d'un État policier brutal caractérisé par une dépossession impitoyable, des restrictions à la liberté de mouvement, une répression violente des manifestations et une détention sans procès, c'était nous demander de collaborer avec nos oppresseurs. Le monde n'a jamais demandé – ou attendu – cela des Sud-Africains, et pourtant on l'exige des Palestiniens qui vivent dans les mêmes – sinon pires – conditions.

Mandela le Pardonneur est particulièrement adoré par les lobbyistes d'Israël. Ils adorent raconter comment il a gagné la confiance de ses ennemis et a pris le thé avec Betsie Verwoerd, la veuve de l'architecte de l'apartheid, Hendrik Verwoerd. Les apologistes d'Israël veulent faire croire au monde que dès que Nelson Rolihlahla Mandela a été libéré, il a abandonné la lutte armée et est entré discrètement dans les négociations avec le gouvernement de l'apartheid, sans aucune exigence ni

condition préalable. « Même après 27 ans de prison, quand il a été libéré, Mandela a offert le dialogue, pas la violence », dit l'écrivain sud-africain Benjamin Pogrund. Ce n'est pas la réalité.

Le jour où il a été libéré, Nelson Mandela a déclaré « Les facteurs qui ont rendu nécessaire la lutte armée existent encore aujourd'hui. Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer. Nous exprimons l'espoir qu'un

climat propice à un règlement négocié sera bientôt créé afin que la lutte armée ne soit plus nécessaire ».

Mandela n'a pas entamé de négociations alors que les Sud-Africains noirs étaient violemment dépossédés et persécutés ou alors que nos dirigeants de la libération étaient emprisonnés, torturés et assassinés. « La poursuite des négociations et de la rhétorique sur la paix alors que le gouvernement mène une guerre contre nous est une position que nous ne pouvons pas accepter », a déclaré Madiba à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en septembre 1990.

Il y avait des conditions de base qui devaient être remplies avant que Mandela n'entame les négociations. Il fallait notamment mettre un terme à la dépossession et à la violence étatique contre les Sud-Africains noirs, libérer les prisonniers politiques et le retour des exilés. Lorsque les Palestiniens demandent les mêmes conditions avant de venir à la table des négociations, on les qualifie de déraisonnables et d'entêtés.

Les partisans d'Israël se sont convaincus que les Palestiniens sont le contraire de ce que Mandela représentait. Chaque fois que les Palestiniens résistent à la coopération israélienne, on leur dit que Madiba ne se serait jamais comporté comme cela.

Dans leur esprit, Mandela – contrairement à Yasser Arafat – aurait accepté des checkpoints, la construction illégale de colonies et sept années de négociations infructueuses depuis Oslo et les accords de Camp David.

Dans leur imagination, Nelson Mandela – contrairement à Mahmoud Abbas – aurait accepté l'accord secret de 2008 sur les bantoustans palestiniens d'Ehud Olmert, qui a été griffonné à la hâte sur une serviette de table. Les Madiba qu'ils ont créés n'auraient jamais rejeté l'« accord de toute une vie » d'Israël, à savoir un État palestinien démilitarisé dont les principaux centres sont séparés les uns des autres et dont Israël contrôle les mouvements entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, Nkosi Zwelivelile Mandela

l'espace aérien palestinien, la politique économique et étrangère, les ressources en eau et les frontières.

Le Mandela qui existe dans la tête des défenseurs d'Israël a toujours été prêt à compromettre la justice et la dignité. Le vrai Mandela, cependant, a rejeté plusieurs « offres généreuses » du gouvernement de l'apartheid, y compris une libération anticipée s'il renonçait à la lutte armée, abandonnait les droits de son peuple et se confinait dans le bantoustan du Transkei.

Les partisans de Mandela le Pardonneur oublient que Madiba n'a jamais cédé sur une question qui compromettrait son objectif final : la libération des Sud-Africains. Au cours des négociations, lui et ses camarades – comme les Palestiniens – ont souvent choisi de ne pas conclure d'accord plutôt que d'en conclure un qui ne correspondait pas à leur strict minimum en termes de dignité et de droits humains.

Au cours des vingt dernières années, Israël n'a jamais entamé de pourparlers de paix pour négocier réellement avec les Palestiniens. Il a utilisé le processus de paix comme un jouet pour maintenir les Palestiniens occupés (au sens propre et au sens figuré) alors qu'il enracine violemment l'occupation de la Cisjordanie et intensifie le siège de Gaza. Tant que le « processus de paix » se poursuit, Israël peut faire taire les appels au boycott. Cela sera plus difficile de le faire maintenant que les dirigeants israéliens discutent ouvertement de l'annexion, en admettant qu'il n'y aura jamais d'État palestinien.

Nous avons plus que jamais besoin de l'héritage de Nelson Mandela en Palestine-Israël – non pas pour prêcher le pardon et la réconciliation – mais pour élaborer des solutions politiques ancrées dans la justice et la dignité. La plus grande leçon qu'Israël et ses partisans peuvent tirer de la vie de Nelson Mandela est que la paix, le pardon et la réconciliation ne viendront que lorsque tous les peuples jouiront de la justice, de la liberté et de la dignité.